Burundi/Elections : L'ONU appelle toutes à la résolution pacifique des tensions

@rib News,Â 15/05/2020Â â€“ Source Agence Anadolu -A l'approche des Ã©lections du 20 mai 2020. A lâ€™approche des Ã©lections du 20 mai 2020 au Burundi, la Commission dâ€™enquÃªte des Nations Unies sur le Burundi a appelÃ© les autoritÃ© tous les responsables des partis politiques Ã redoubler dâ€™efforts pour rÃ©soudre pacifiquement les tensions liÃ©es au scrut Cet appel a Ã©tÃ© lancÃ© dans une dÃ©claration publiÃ© Jeudi par cette commission, rapporte lâ€™ONU sur son site. "La Commission (â€¦) sâ€™inquiÃ¨te du dÃ©roulement du processus Ã©lectoral, marquÃ© par des affrontements violents entr membres des partis politiques en lice et de nombreuses arrestations dâ€™opposants politiques ", prÃ©cise la dÃ©claration. "Cela fait pourtant des mois que notre Commission alerte les autoritÃ©s burundaises et la communautÃ© internationale sur les risques dâ€™une telle aggravation de lâ€™intolÃ©rance et de la violence politique Ã lâ€™approche des Ã©lections ", a sou PrÃ©sident de la Commission, Doudou DiÃ¨ne. AlarmÃ©e par les nombreux actes de violence et les violations des droits de lâ€™homme lors de la campagne Ã©lectorale pour les Ã©lections du 20 mai 2020, dont celle prÃ©sidentielle, la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi appelle les autoritÃ©s burundaises et tous les responsables des partis politiques Ã redoubler dâ€™efforts pour rÃ©soudre pacifiquement les tensions liÃ©es aux Ã©lections. Les membres de la Commission soulignent que ces Ã©lections sont la derniÃ¨re Ã©tape de la mise en Å“uvre de la Constitution de 2018 et des pouvoirs prÃ©sidentiels renforcÃ©s quâ€™elle prÃ©voit. DiÃ¨ne rappelle dans le mÃªme communiquÃ© que la Commission a dÃ©jÃ par le passÃ© so que le rÃ©trÃ©cissement de lâ€™espace dÃ©mocratique et les nombreuses violations des libertÃ©s publiques Ã©taient des fac de risque importants, tout comme le manque dâ€™indÃ©pendance de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI). La Commission souligne, en outre, que dans de telles conditions, le dÃ©roulement du scrutin ou la proclamation des rÃ©sultats officiels des Ã©lections prÃ©vue le 4 juin 2020 risquent de dÃ©clencher un nouveau cycle de violence politique encore plus grave. Revenant sur la situation sanitaire et la propagation de la pandÃ©mie de Covid-19, la Commission a rÃ©itÃ©rÃ© sa prÃ©occupation quant Ã "la dÃ©cision des autoritÃ©s burundaises de ne pas faire appliquer les recommandatio distanciation sociale de lâ€™Organisation mondiale de la santÃ© (OMS) pour empÃªcher la propagation du coronavirus lors de la campagne Ã©lectorale". Dans ce mÃªme ordre d'idÃ©es, la Commission onusienne dit qu'elle "regrette, profondÃ©ment la dÃ©cision rÃ©cente du Gouvernement burundais de dÃ©clarer persona non grata le ReprÃ©sentant de lâ€™OMS dans le pays trois de ses experts". Le ministÃ¨re burundais des Affaires Ã©trangÃ¨res a, dans une lettre adressÃ©e au bureau africain de lâ€™OMS, annoncÃ© lâ€™expulsion du reprÃ©sentant de lâ€™organisation au Burundi, et de trois autres experts sans donner prÃ©cisions sur les motivations de cette dÃ©cision. La directrice gÃ©nÃ©rale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti a indiquÃ© avoir "Ã©tÃ© informÃ© par une note verbale de la dÃ©cision du gouvernement du Burundi qui a demandÃ© Ã notre reprÃ©sentant de lâ€™OMS et Ã 3 membres du personnel de lâ€™OMS (dont un consultant) de quitter le pays immÃ©diateme Soulignant que "le ReprÃ©sentant, le Dr Walter Kazadi Mulombo est un membre de longue date du personnel de lâ€™OMS, trÃ¨s respectÃ©. Câ€™est une personne extrÃªmement compÃ©tente qui est aussi un bon leader et un bon gestionnaire ", Moe a dÃ©clarÃ© que lâ€™OMS travaille avec le systÃ¨me des Nations unies dans le pays pour organiser le dÃ©part de son person En attendant, lâ€™Agence est en communication avec le gouvernement du Burundi "pour clarifier et comprendre le raisonnement qui sous-tend la dÃ©cision prise par Bujumbura ", rapporte encore l'ONU.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});